

- REUNION -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

~

N° 125

3^{ème} trimestre 2005

- Décembre 2005 -

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>12</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>14</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>14</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	15
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>15</i>
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>15</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>16</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>16</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>17</i>
5. La position extérieure nette du système bancaire local	18
6. Risques sectoriels	19
7. Rappel des taux	21
7.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>21</i>
7.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>21</i>
7.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	<i>21</i>
7.4 <i>Taux de l'usure</i>	<i>21</i>
8. Monnaie fiduciaire	22
8.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>22</i>
8.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>22</i>

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par les EC locaux et les principaux EC non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit

local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 45 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

6) Position extérieure nette

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre avoirs et engagements extérieurs des établissements de crédit de la place.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle

Le troisième trimestre 2005 reste marqué par une activité bancaire particulièrement dynamique, aussi bien en terme de collecte d'épargne, qui s'accroît de 243 millions d'€ (+ 12,8 % en rythme annuel), qu'en matière de distribution de crédits, qui progressent également fortement (+ 322 millions d'€ sur la même période soit + 17,4 % en rythme annuel).

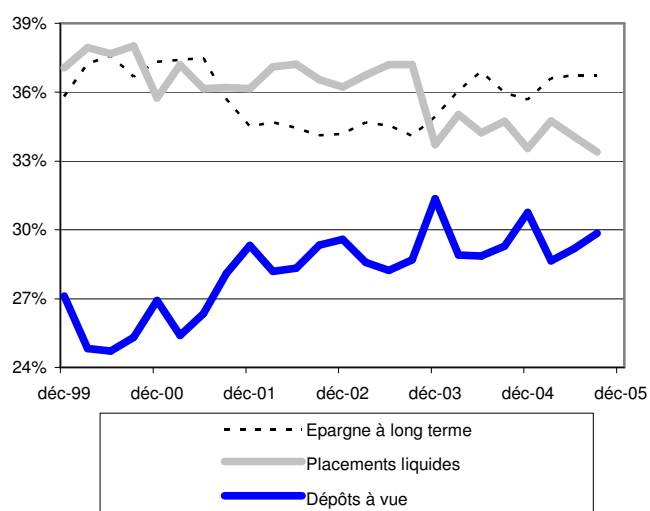
Comme en 2004, le financement de l'investissement des entreprises accélère fortement en fin d'année (+ 132 millions d'€ sur le trimestre soit + 28,9 % en rythme annuel), après le ralentissement observé au cours des deux premiers trimestres. La croissance du marché du crédit à l'habitat aux particuliers demeure également robuste (+ 130 millions d'€ au troisième trimestre soit + 21,0 % en rythme annuel). A contrario, le financement de la consommation des particuliers a fléchi entre juin et septembre 2005 (+ 16 millions d'€ soit + 4,6 % en rythme annuel), contrairement aux prévisions de ce marché pour le troisième trimestre. Une reprise est cependant attendue pour le quatrième trimestre 2005, en liaison avec la tenue du salon de l'automobile de Saint-Denis.

1.1. Les actifs financiers

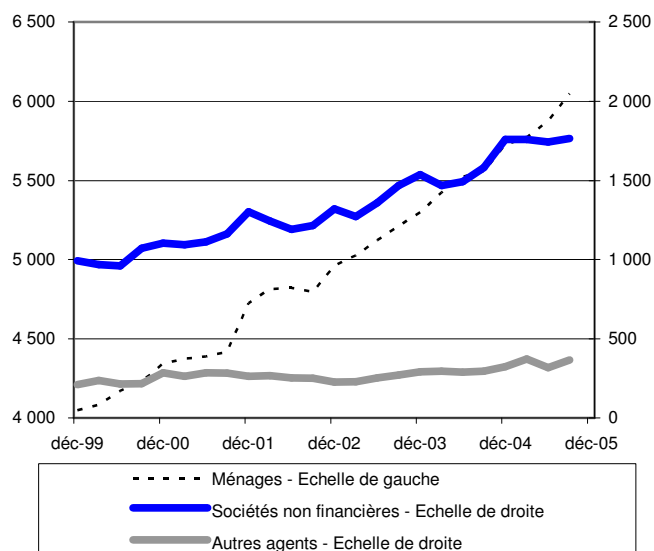
Les **actifs financiers** détenus par la clientèle non financière des établissements de crédit locaux s'élèvent à 8.181 millions d'€ à fin septembre 2005, en progression de 243 millions d'€ par rapport au trimestre précédent (après + 96 millions d'€¹ entre mars et juin 2005 et + 95 millions d'€ de décembre 2004 à mars 2005).

L'évolution des différents types de placements au troisième trimestre 2005 est conforme aux mouvements régulièrement observés les précédentes années. Les encours des **dépôts à vue** continuent de progresser rapidement (+ 125 millions d'€ de juin à septembre 2005 après + 53 millions d'€ le trimestre précédent). Les **comptes sur livrets** progressent faiblement (+ 12 millions d'€ sur le troisième trimestre après + 20 millions d'€ entre mars et juin 2005), essentiellement grâce à la croissance des encours collectés sur les livrets ordinaires, qui compense notamment la décollecte enregistrée par les livrets A (- 5 millions d'€ sur le troisième trimestre). Les **placements liquides à taux de marché** enregistrent également une faible augmentation (+ 17 millions d'€ entre juin et septembre 2005) après avoir sensiblement diminué au deuxième trimestre (- 62 millions d'€). L'**épargne à long terme** retrouve un rythme de croissance élevé entre juin et septembre 2005 (+ 89 millions d'€ contre + 26 millions d'€ au trimestre précédent), comparable à ceux régulièrement observés précédemment (+ 103 millions d'€ au premier trimestre 2005).

Poids des différents placements dans l'épargne totale (tous agents économiques)



Décomposition des actifs financiers détenus par les agents économiques (en millions d'€)



¹ Après correction de l'incidence du retrait dans les statistiques de l'épargne gérée par le trésor pour compte de tiers (63 millions d'€).

Les placements totaux détenus par l'ensemble des catégories d'agents économiques progressent sensiblement au cours du trimestre : + 74 millions d'€ pour les ménages (après + 106 millions d'€ au deuxième trimestre), + 21 millions d'€ pour les sociétés non financières (contre - 16 millions d'€ précédemment) et + 48 millions d'€ pour les autres agents (- 54 millions d'€ précédemment). La progression des **placements des ménages** s'explique par la hausse de leurs dépôts à vue au troisième trimestre 2005 (+ 61 millions d'€ après + 75 millions d'€ le trimestre précédent) et de leur épargne à long terme (+ 86 millions d'€ après + 25 millions d'€ antérieurement). Le poids relatif de l'épargne à long terme dans l'épargne totale des ménages continue de s'accroître depuis 2003, atteignant actuellement 43,0 % contre 39,6 % en décembre 2002. Il demeure toutefois éloigné du maximum de 44,4 % atteint en mars 2000 avant l'éclosion de la bulle spéculative sur les marchés boursiers. Les placements liquides suivent une évolution inverse, également corrélée au mouvement de diminution des taux d'intérêt enregistré sur la période. La remontée des taux courts initiée par la Banque Centrale Européenne en novembre 2005 devrait améliorer leur rémunération en 2006 et les rendre plus attractifs.

L'augmentation des **placements des sociétés non financières** au cours du troisième trimestre résulte d'une forte hausse de leurs dépôts à vue (+ 60 millions d'€ après + 5 millions d'€ le trimestre précédent), compensant la poursuite de la baisse de leurs placements liquides et à terme (- 28 millions d'€ entre juin et septembre 2005 après - 22 millions d'€ précédemment) et de leurs placements à long terme (- 11 millions d'€ après - 18 millions d'€ au trimestre précédent).

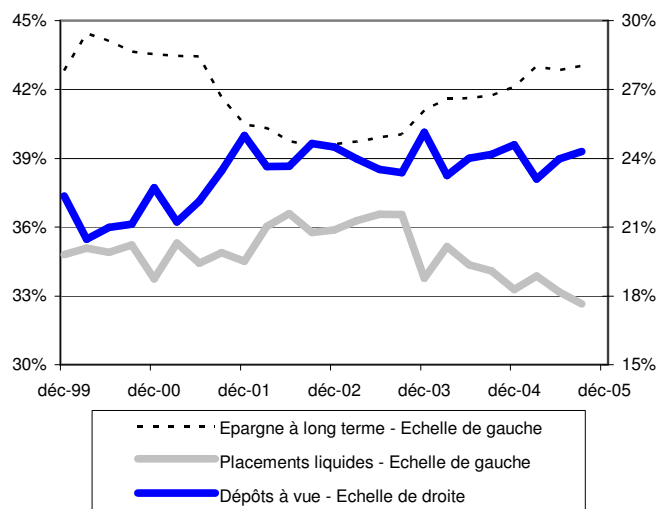
1.2. Les passifs financiers

a) Les concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (zone et hors zone)

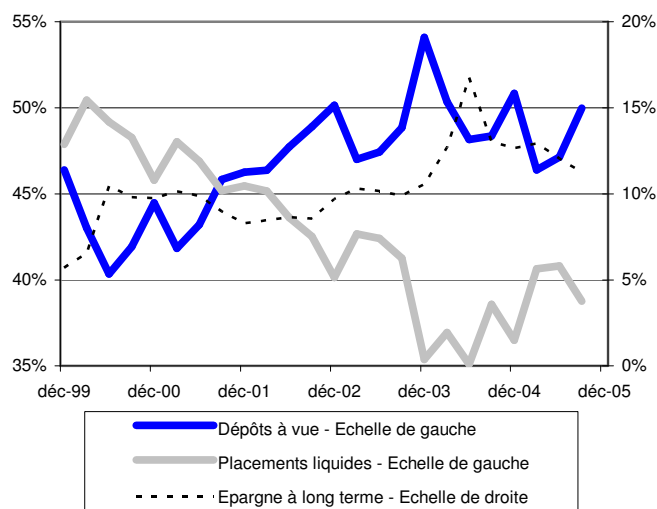
Le total des passifs financiers recensés par l'IEDOM s'élève à 11.623 millions d'€ au 30 septembre 2005, en progression de 10,4 % sur un an. La hausse enregistrée au troisième trimestre 2005 a atteint 273 millions d'€ (+ 2,5 %). La part des concours octroyés par les établissements non installés localement représente 24,7 % de l'ensemble.

Avec un total de 5.628 millions d'€, les **entreprises** sont les principales bénéficiaires des concours bruts totaux octroyés dans le département. Leur endettement, qui progresse de 11,4 % en un an, est constitué majoritairement de crédits liés à l'activité immobilière (39,2 % à fin septembre 2005) et de crédits d'investissement (38,9 %).

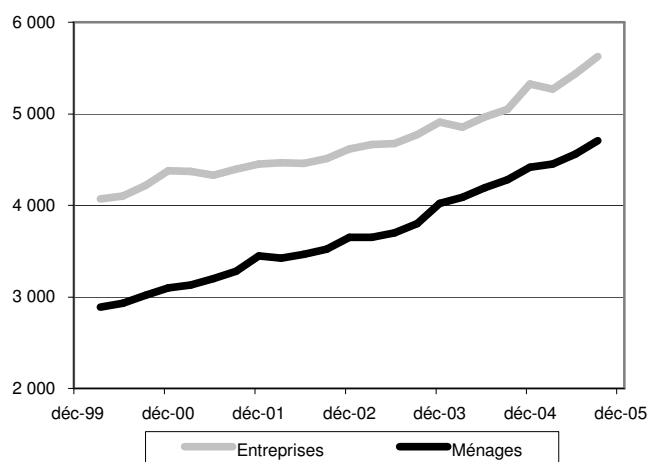
Poids des différents placements dans l'épargne totale des ménages



et dans l'épargne totale des sociétés non financières



Concours bruts totaux (zone et hors zone) par agent économique (en millions d'€)



Les crédits consentis aux **ménages**, principalement constitués de crédits à l'habitat (64,5 %) et de crédits à la consommation (30,8 %), atteignent 4.708 millions d'€ à fin septembre 2005, en progression de 10,0 % en glissement annuel. L'endettement des **administrations publiques locales**, principalement sous la forme de crédits à l'équipement, s'établit à 1.043 millions d'€, tandis que celui des **autres agents économiques** représente un encours de 245 millions d'€.

b) Les concours octroyés par les établissements de crédit locaux

Les crédits consentis par les **établissements de crédit locaux** s'établissent à 8.755 millions d'€ à la fin du troisième trimestre 2005, en progression de 322 millions d'€ au cours du trimestre (+ 3,8 %) et de 1.099 millions d'€ par rapport à fin septembre 2004 (+ 14,3 %).

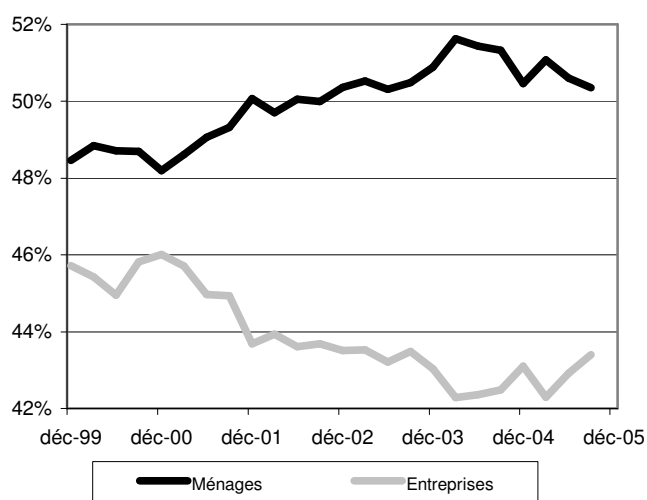
A la différence de l'analyse menée précédemment, les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux sont **les particuliers**, avec une dette de 4.408 millions d'€ à fin septembre 2005, en hausse de 12,2 % en glissement annuel (et de + 3,3 % sur le trimestre). Elle s'est accrue de 141 millions d'€ au troisième trimestre 2005 et de 479 millions d'€ au cours des douze derniers mois. Elle se compose majoritairement de crédits à l'habitat (2.800 millions d'€ soit 63,5 % du total brut) et de crédits à la consommation (1.397 millions d'€). Les crédits à l'habitat continuent d'accélérer, avec une hausse d'encours de 130 millions d'€ au troisième trimestre 2005, ce qui porte à 362 millions d'€ l'augmentation sur un an (+ 14,8 % en glissement annuel).

De son côté, le financement de la consommation des ménages s'est accru plus modérément au troisième trimestre (+ 16 millions d'€ après + 33 millions d'€ au second trimestre 2005). En glissement annuel, la hausse atteint 89 millions d'€ sur douze mois, soit + 6,8 %. Du fait de ces différences de rythme de progression, la proportion des crédits à la consommation dans le total des crédits sains des ménages a diminué de 1,6 point au bénéfice des crédits à l'habitat.

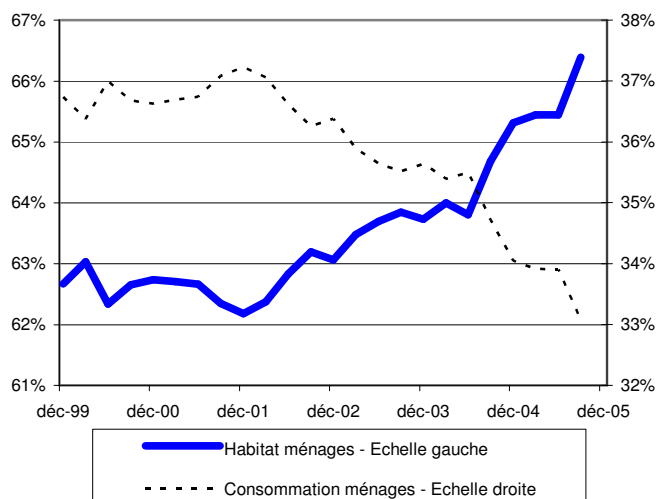
La part des créances douteuses dans l'ensemble des concours consentis aux particuliers décroît légèrement au troisième trimestre 2005 pour atteindre 4,2 % contre 4,4 % au trimestre précédent. Elles progressent toutefois de 15,0 % (+ 24 millions d'€ à 183 millions d'€) en glissement annuel sur les douze derniers mois, malgré trois trimestres consécutifs de baisse.

Les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM anticipent une forte reprise du financement de la consommation des ménages, en liaison avec le salon

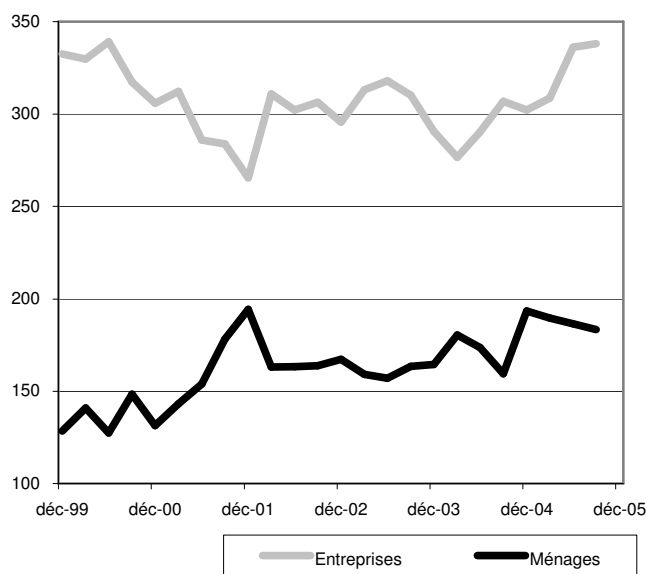
Proportion des crédits par agent économique dans le total des concours bruts locaux



Poids des crédits à l'habitat et à la consommation dans les crédits sains des ménages



Créances douteuses brutes (zone) par agent économique (en millions d'€)



de l'automobile, et une stabilité de l'octroi des prêts à l'habitat pour cette fin d'année 2005.

Les concours bruts attribués aux **entreprises** (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) par les banques locales s'élèvent à 3.800 millions d'€ à fin septembre 2005, en hausse de 181 millions d'€ au cours du troisième trimestre 2005, ce qui porte à 548 millions d'€ l'augmentation sur les douze derniers mois, soit + 16,8 % en glissement annuel. Ils sont principalement constitués de crédit à l'investissement (2.147 millions d'€ soit 56,5 % des encours totaux), de crédits d'exploitation (830 millions d'€ soit 21,8 %) et de créances douteuses brutes (338 millions d'€ soit 8,9 %).

Les crédits à l'équipement des entreprises progressent fortement au troisième trimestre 2005 (+ 132 millions d'€); leur hausse représentant 73 % de la hausse enregistrée au cours du trimestre. Sur les douze derniers mois, l'augmentation atteint 381 millions d'€, soit 70 % de la hausse enregistrée. Les financements d'exploitation des entreprises progressent pour leur part de 13 millions d'€ sur le troisième trimestre, soit un rythme inférieur à celui enregistré au second trimestre (+ 73 millions d'€) mais ils demeurent en retrait par rapport au maximum atteint à fin décembre 2004 (841 millions d'€).

Le financement des entreprises est nettement plus risqué que le crédit à la clientèle particulière, avec un taux moyen de créances douteuses brutes de 8,9 % en septembre 2005, contre 9,3 % le trimestre précédent. Les créances douteuses brutes constatées sur les entreprises progressent ainsi de 10,1 % sur les douze derniers mois pour atteindre 338 millions d'€.

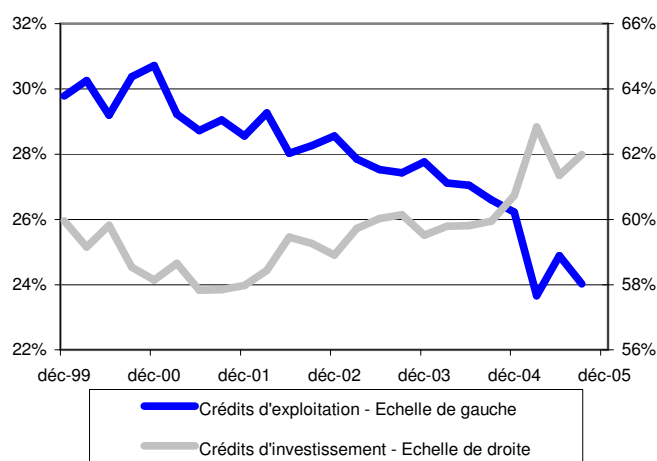
La bonne tenue du financement des entreprises se reflète dans les opinions des dirigeants des établissements de crédit interrogés, avec des soldes d'opinion largement positifs. Les financements (exploitation et investissement) devraient marquer un léger recul au cours du quatrième trimestre 2005.

L'endettement des collectivités locales auprès des établissements de crédit installés localement s'établit à 371 millions d'€ en septembre 2005, en hausse de 18,2 % sur les douze derniers mois.

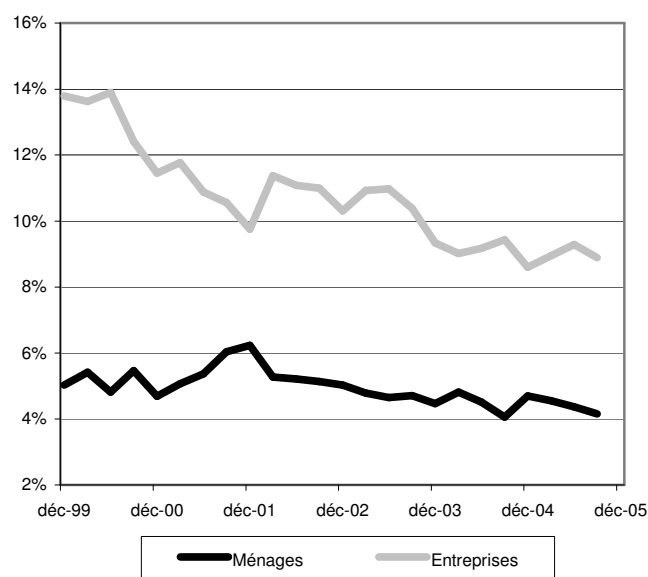
Les concours consentis aux **autres agents et à la clientèle diverse**, qui représentent 176 millions d'€ à fin septembre 2005, progressent de + 9,6 % en glissement annuel.

Au total, compte tenu de la progression plus rapide des crédits que des dépôts, le système bancaire local présente un **déficit structurel croissant de sa position extérieure nette**, qui atteint - 2.007 millions d'euros à fin septembre 2005.

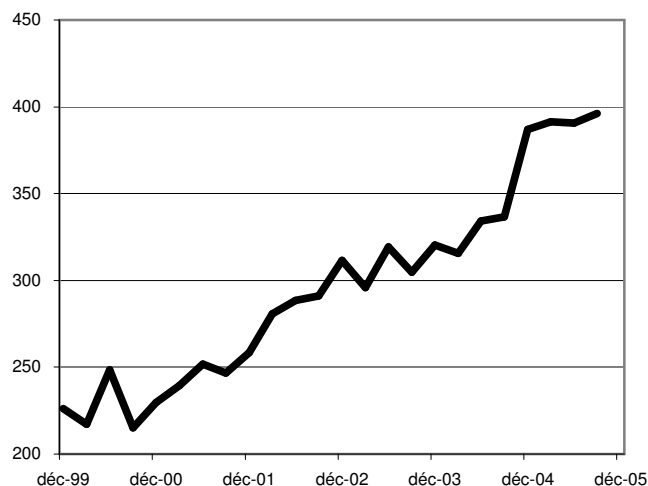
Poids des crédits d'exploitation et d'investissement dans le total des crédits sains aux entreprises



Proportion des créances douteuses dans le total des concours (zone) par agent économique



Concours aux collectivités publiques par les EC locaux (en millions d'€)

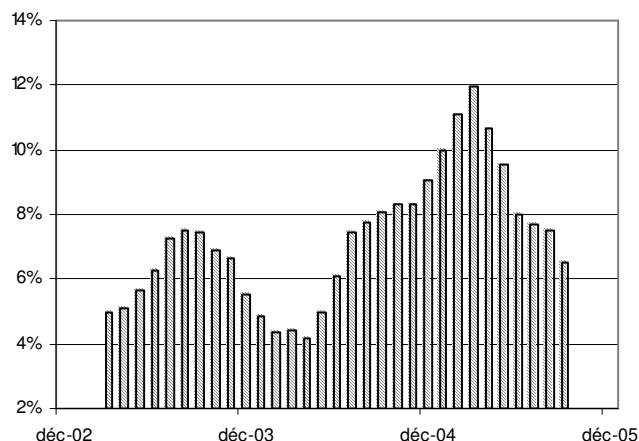


1.3. Les risques recensés au SCR

Au 30 septembre 2005, l'encours des crédits aux entreprises de la Réunion recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait 7.094 millions d'€, en hausse de 7,3 % sur les douze derniers mois et de + 2,5 % par rapport à juin 2005.

Le secteur de l'immobilier tient toujours une place prépondérante (44,3 %) dans les financements octroyés par les établissements de crédit aux entreprises du département, principalement en faveur des grandes sociétés d'économie mixte (promoteurs sociaux) et de HLM. Les concours consentis aux entreprises de ce secteur ont progressé de 8,0 % sur les douze derniers mois, et de + 2,6 % au cours du troisième trimestre 2005.

Variation annuelle (moyenne) des risques déclarés sur les entreprises (zone et hors zone)

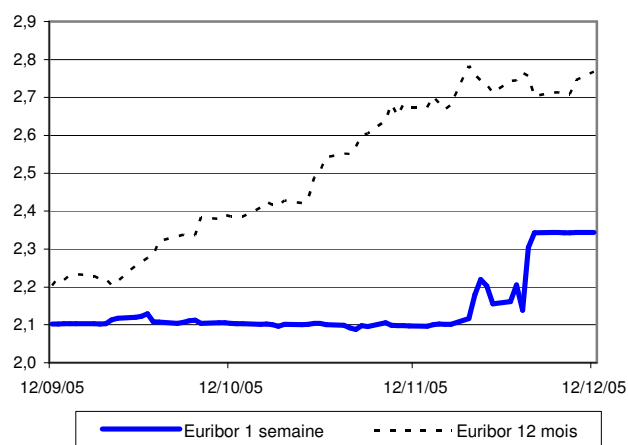


1.4. Le coût du crédit aux entreprises et le niveau des taux d'intérêt

La dernière enquête réalisée par l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion, au mois de juillet 2005, faisait ressortir un **taux moyen pondéré global historiquement bas de 5,22 %**, inférieur de 14 points de base au taux observé lors de l'enquête de janvier 2005 (5,36 %). Les conditions débitrices moyennes des concours à terme s'établissent à 4,26 %, en baisse de 46 points de base (4,72 % le semestre précédent), tandis que les conditions débitrices moyennes à court terme s'inscrivent en légère hausse de 13 points de base à 5,78 % (5,65 % en janvier 2005).

Au mois de novembre 2005, la Banque Centrale Européenne a procédé à une augmentation de 25 points de base de ses taux d'intervention, qui porte notamment à 2,25 % le taux minimal des opérations principales de refinancement (REPO) contre 2 % précédemment (inchangé depuis le 9 juin 2003). Les marchés avaient anticipés cette remontée des taux directeurs depuis plusieurs semaines, les taux monétaires se situant actuellement, pour les échéances à 12 mois, près de 50 points de base au dessus de leur niveau d'il y a trois mois, soit très largement au-delà des taux de refinancement actuels de la BCE.

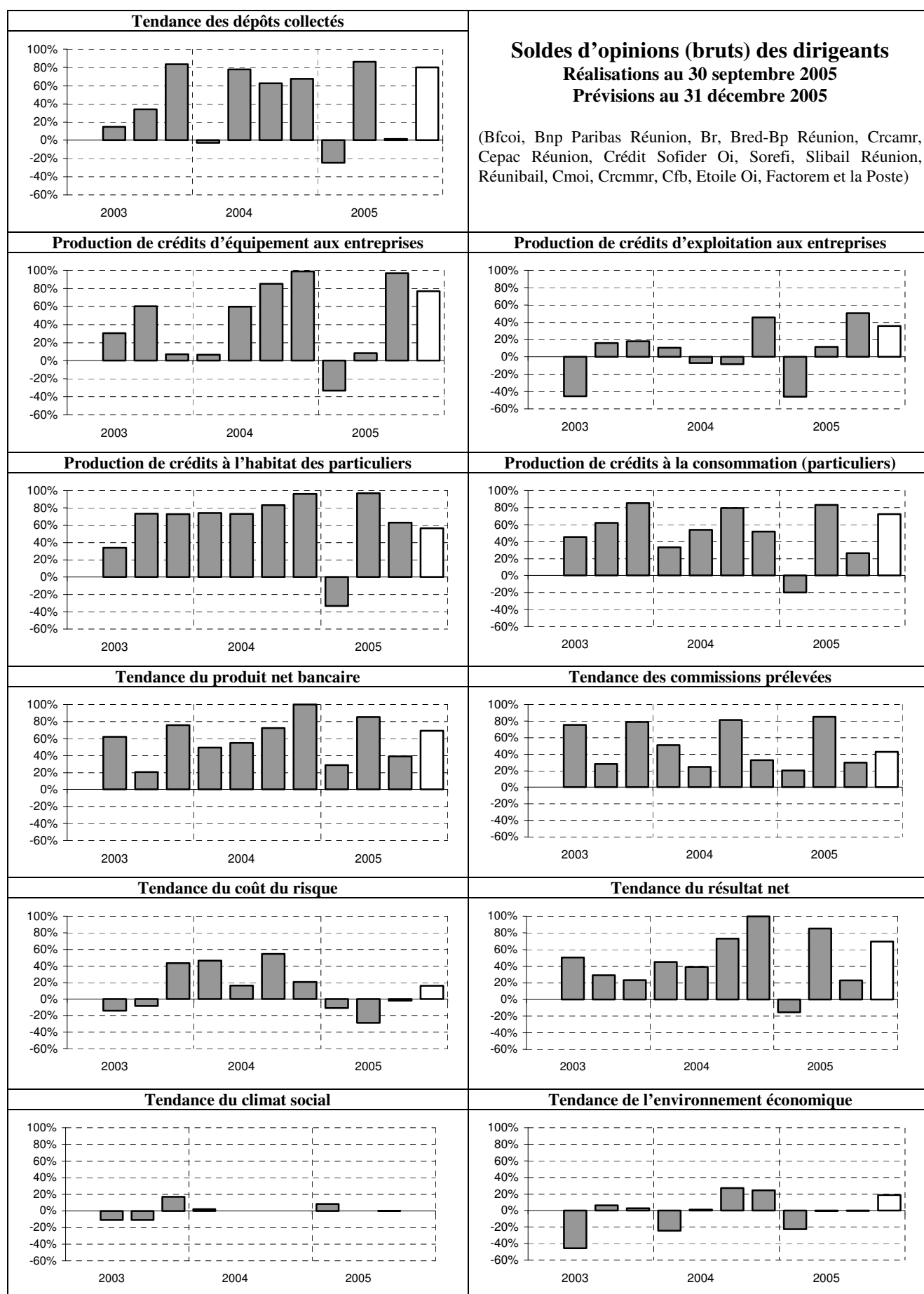
Evolution des taux d'intérêt monétaires européens au cours des trois derniers mois (Euribor)



2 - Perspectives

L'enquête d'opinions réalisée au troisième trimestre 2005 auprès des dirigeants des établissements de crédit installés localement fait ressortir pour le troisième trimestre 2005 une dégradation des principaux indicateurs de résultat des banques, qui devrait toutefois s'améliorer au cours du quatrième trimestre 2005. En revanche, l'appréciation portée sur l'évolution du coût du risque s'est redressée entre juin et septembre 2005, en corrélation avec la diminution des créances douteuses enregistrée par les établissements de crédit. Le solde d'opinion des dirigeants demeure cependant encore légèrement négatif à fin septembre 2005 et devrait redevenir positif pour le quatrième trimestre 2005. Par ailleurs, l'environnement économique du département est une nouvelle fois appréhendé de manière plus positive pour le quatrième trimestre 2005.

L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



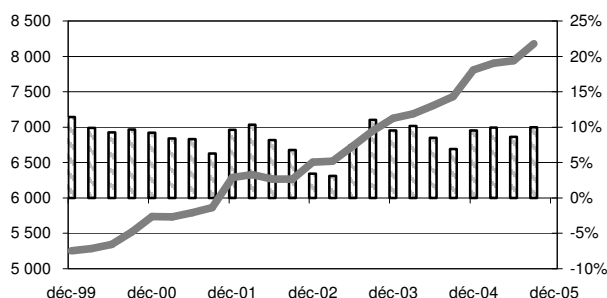
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	1 an	1 trim
Sociétés non financières	1 469,463	1 537,912	1 469,859	1 492,878	1 581,283	1 764,453	1 760,110	1 744,095	1 765,181	11,6%	1,2%
Dépôts à vue	717,752	831,326	740,092	719,093	764,829	894,248	816,892	822,200	882,377	15,4%	7,3%
Placements liquides ou à court terme	606,428	544,445	542,997	523,790	610,010	646,183	715,424	711,776	684,213	12,2%	-3,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,971	0,740	0,856	4,449	0,855	0,846	1,133	9,187	5,743	571,7%	-37,5%
Placements indexés sur les taux de marché	605,457	543,705	542,141	519,341	609,155	645,337	714,291	702,589	678,470	11,4%	-3,4%
dont comptes à terme	168,581	191,757	172,892	160,180	184,183	208,002	238,476	227,028	244,957	33,0%	7,9%
dont OPCVM monétaires	204,323	195,926	216,919	210,567	242,964	200,726	249,081	223,047	215,990	-11,1%	-3,2%
dont certificats de dépôt	224,436	149,454	146,421	142,497	175,189	228,548	219,426	245,853	211,137	20,5%	-14,1%
Epargne à long terme	145,283	162,141	186,770	249,995	206,444	224,022	227,794	210,119	198,591	-3,8%	-5,5%
dont OPCVM non monétaires	60,980	67,640	86,756	100,145	103,000	117,309	114,150	111,323	89,650	-13,0%	-19,5%
Ménages	5 217,576	5 300,008	5 422,819	5 528,735	5 564,106	5 718,886	5 768,538	5 874,758	6 048,762	8,7%	3,0%
Dépôts à vue	1 218,733	1 331,420	1 261,051	1 326,147	1 343,222	1 408,004	1 333,862	1 408,715	1 470,188	9,5%	4,4%
Placements liquides ou à court terme	1 909,749	1 791,181	1 905,967	1 902,335	1 900,239	1 901,193	1 954,896	1 949,066	1 975,714	4,0%	1,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 445,910	1 469,958	1 521,648	1 533,706	1 546,107	1 574,370	1 615,594	1 629,411	1 645,677	6,4%	1,0%
dont livrets ordinaires	519,407	530,734	551,530	559,981	568,904	591,473	608,890	618,195	634,238	11,5%	2,6%
dont livrets A et bleus	450,368	455,669	469,978	462,898	462,600	460,585	470,640	469,735	468,027	1,2%	-0,4%
dont livrets jeunes	31,304	32,146	32,484	33,566	33,499	29,606	29,824	30,399	30,253	-9,7%	-0,5%
dont livrets d'épargne populaire	93,164	97,247	103,259	108,767	111,369	115,400	119,161	120,813	122,422	9,9%	1,3%
dont CODEVI	143,131	145,044	148,815	149,927	150,069	154,788	158,902	160,575	160,294	6,8%	-0,2%
dont comptes d'épargne logement	208,536	209,118	215,582	218,567	219,666	222,518	228,177	229,694	230,443	4,9%	0,3%
Placements indexés sur les taux de marché	463,839	321,223	384,319	368,629	354,132	326,823	339,302	319,655	330,037	-6,8%	3,2%
dont comptes créditeurs à terme	172,829	163,683	171,768	172,654	162,447	168,078	198,356	165,824	176,061	8,4%	6,2%
dont bons de caisse	44,037	37,427	37,409	36,613	28,314	28,874	30,005	23,984	25,590	-9,6%	6,7%
dont OPCVM monétaires	246,973	120,113	175,142	159,362	163,371	129,871	110,941	129,847	128,386	-21,4%	-1,1%
Epargne à long terme	2 089,094	2 177,407	2 255,801	2 300,253	2 320,645	2 409,689	2 479,780	2 516,977	2 602,860	12,2%	3,4%
dont plans d'épargne logement	773,301	797,611	823,874	826,208	831,009	853,294	870,054	871,404	877,185	5,6%	0,7%
dont plans d'épargne populaire	130,787	131,368	129,019	124,968	121,519	121,604	118,874	114,565	112,190	-7,7%	-2,1%
dont portefeuille-titres	207,725	214,559	224,077	208,895	204,127	221,575	230,535	219,386	237,916	16,6%	8,4%
dont OPCVM non monétaires	122,253	131,888	138,055	155,881	157,146	165,881	164,660	170,132	184,556	17,4%	8,5%
dont contrats d'assurance-vie	847,899	895,290	933,876	977,220	1 000,012	1 039,716	1 087,999	1 132,858	1 182,168	18,2%	4,4%
dont contrats PERP						0,757	0,907	1,482	1,963	-	32,5%
Autres agents	265,324	287,079	296,571	283,812	289,607	325,411	372,368	318,618	366,597	26,6%	15,1%
Dépôts à vue	58,971	71,733	76,645	62,948	69,703	99,500	113,698	85,966	89,350	28,2%	3,9%
Placements liquides ou à court terme	69,716	65,854	68,772	75,028	71,844	72,240	75,633	42,915	72,821	1,4%	69,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	19,840	20,102	20,300	20,148	19,161	19,472	17,570	15,638	15,035	-21,5%	-3,9%
Placements indexés sur les taux de marché	49,876	45,752	48,472	54,880	52,683	52,768	58,063	27,277	57,786	9,7%	111,8%
Epargne à long terme	136,637	149,492	151,154	145,836	148,060	153,671	183,037	189,737	204,426	38,1%	7,7%
Total actifs financiers	6 952,374	7 125,014	7 189,263	7 305,443	7 435,015	7 808,772	7 901,020	7 937,477	8 180,548	10,0%	3,1%
Dépôts à vue	1 995,453	2 234,482	2 077,787	2 108,187	2 177,757	2 401,756	2 264,456	2 316,883	2 441,917	12,1%	5,4%
Placements liquides ou à court terme	2 585,895	2 401,477	2 517,736	2 501,157	2 582,094	2 619,621	2 745,949	2 703,759	2 732,752	5,8%	1,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 466,723	1 490,798	1 542,803	1 558,305	1 566,123	1 594,691	1 634,294	1 654,239	1 666,459	6,4%	0,7%
dont livrets ordinaires	540,087	551,510	572,618	581,011	588,855	611,721	627,521	637,013	652,457	10,8%	2,4%
dont livrets A et bleus	450,502	455,734	470,044	466,465	462,667	460,659	470,714	475,741	470,585	1,7%	-1,1%
dont livrets jeunes	31,303	32,146	32,484	33,566	33,498	29,607	29,824	30,401	30,256	-9,7%	-0,5%
dont livrets d'épargne populaire	93,163	97,245	103,258	108,766	111,368	115,399	119,159	120,813	122,421	9,9%	1,3%
dont CODEVI	143,131	145,046	148,815	149,930	150,070	154,788	158,903	160,576	160,295	6,8%	-0,2%
dont comptes d'épargne logement	208,537	209,117	215,584	218,567	219,665	222,517	228,173	229,695	230,445	4,9%	0,3%
Placements indexés sur les taux de marché	1 119,172	910,679	974,933	942,852	1 015,971	1 024,930	1 111,655	1 049,520	1 066,293	5,0%	1,6%
dont comptes créditeurs à terme	355,040	369,500	359,399	347,163	363,618	389,346	450,164	408,470	453,616	24,8%	11,1%
dont bons de caisse	52,210	44,052	43,373	42,755	36,814	36,967	37,343	30,675	31,999	-13,1%	4,3%
dont certificats de dépôt	224,436	149,454	146,421	142,497	175,189	228,548	219,426	245,853	211,137	20,5%	-14,1%
dont OPCVM monétaires	487,486	347,673	425,740	410,437	440,350	370,069	404,722	364,522	369,541	-16,1%	1,4%
Epargne à long terme	2 371,026	2 489,055	2 593,740	2 696,099	2 675,164	2 787,395	2 890,615	2 916,835	3 005,879	12,4%	3,1%
dont plans d'épargne logement	773,300	797,611	823,872	826,209	831,011	853,291	870,058	871,405	877,186	5,6%	0,7%
dont plans d'épargne populaire	130,788	131,368	129,020	124,967	121,518	121,605	118,874	114,566	112,192	-7,7%	-2,1%
dont portefeuille-titres	313,301	329,551	341,644	372,842	322,929	341,962	357,470	336,767	368,923	14,2%	9,5%
dont OPCVM non monétaires	298,597	328,529	358,412	387,765	392,848	423,187	448,556	452,607	456,566	16,2%	0,9%
dont contrats d'assurance-vie	847,899	895,290	933,876	977,220	1 000,012	1 039,716	1 087,999	1 132,858	1 182,168	18,2%	4,4%
dont contrats PERP						0,757	0,907	1,482	1,963	-	32,5%

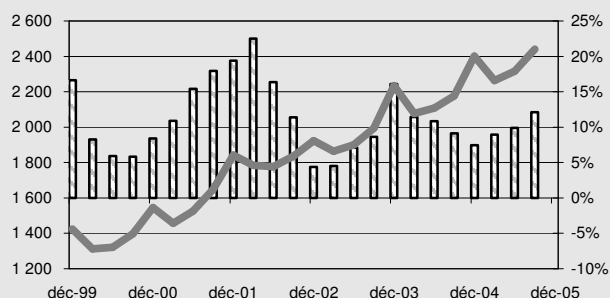
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

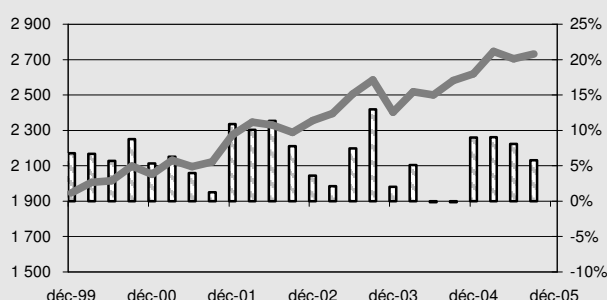
Ensemble des actifs financiers



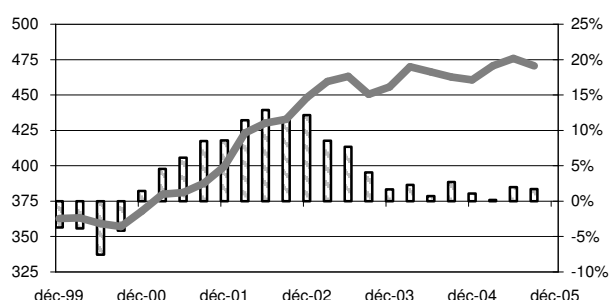
Dépôts à vue



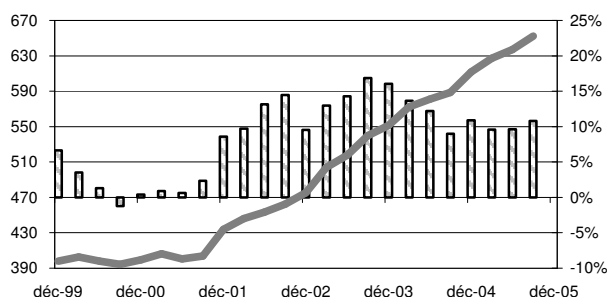
Ensemble des placements liquides ou à court terme



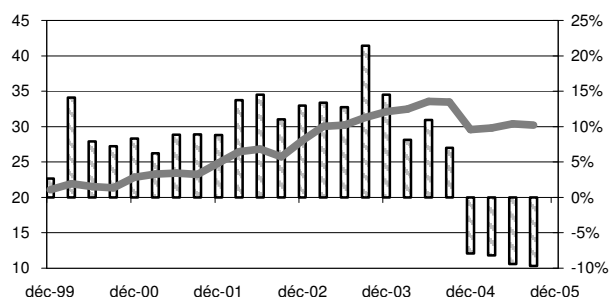
Livrets 'A' des caisses d'épargne



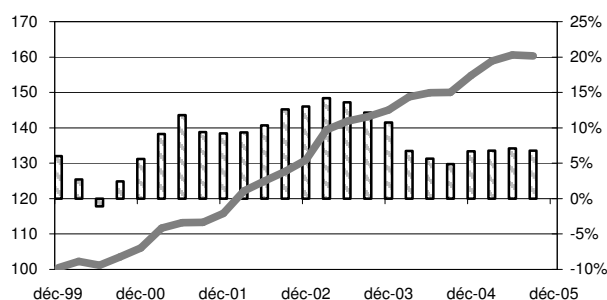
Livrets ordinaires



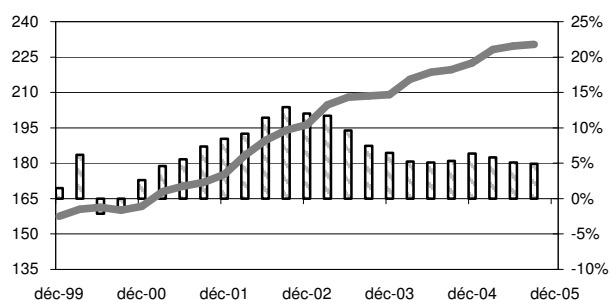
Livrets jeunes



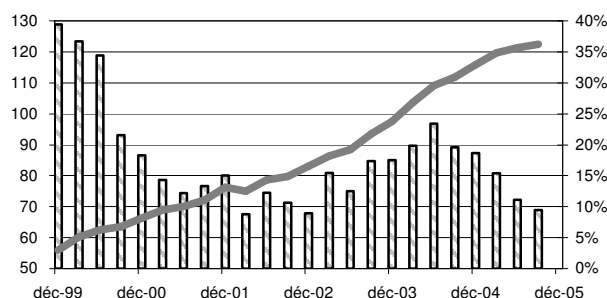
Codevi (comptes de développement industriel)



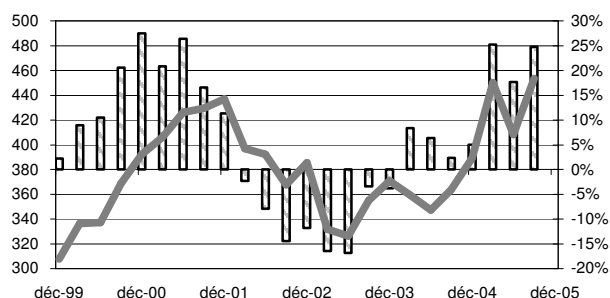
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire



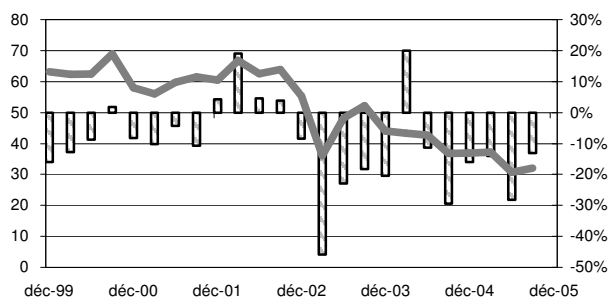
Dépôts à terme



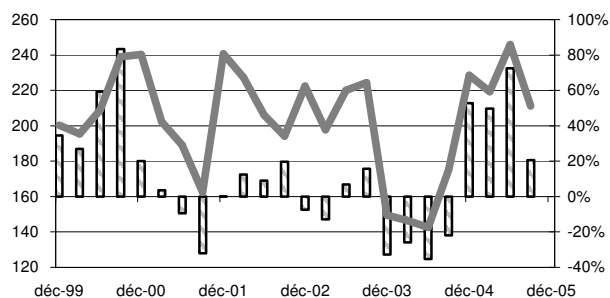
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

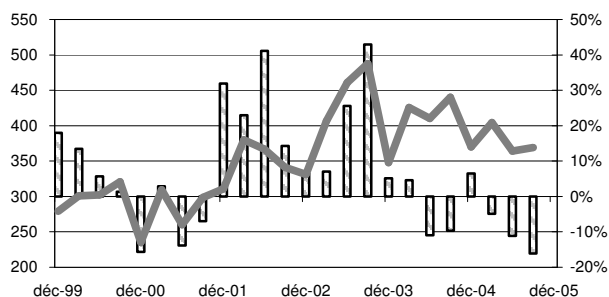
Bons de caisse et bons d'épargne



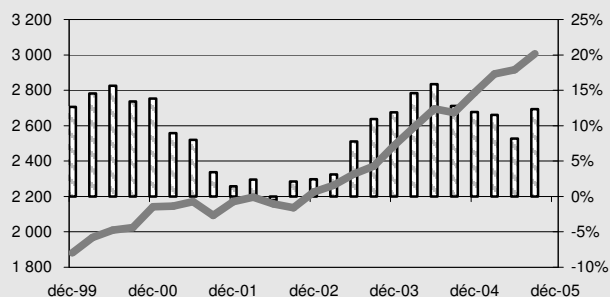
Certificats de dépôts négociables



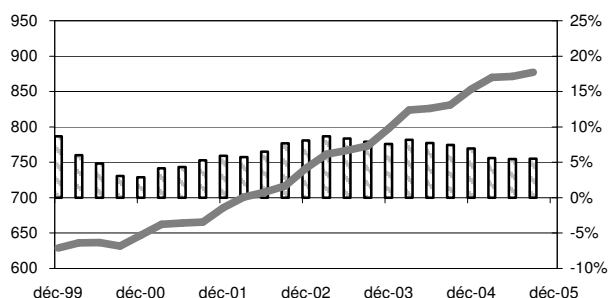
OPCVM monétaires



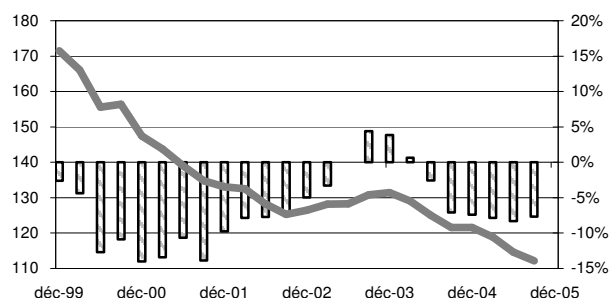
Epargne à long terme



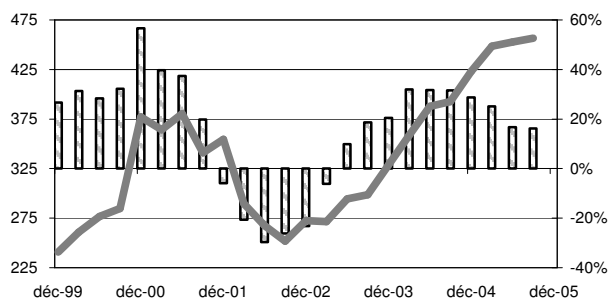
Plans d'épargne logement



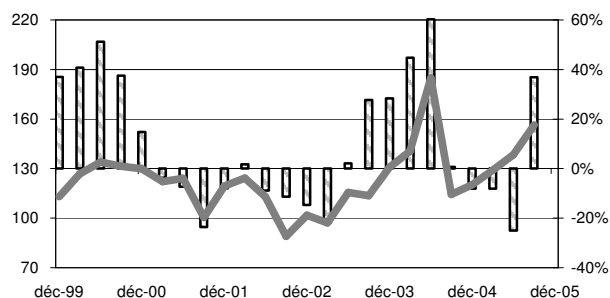
Plans d'épargne populaire



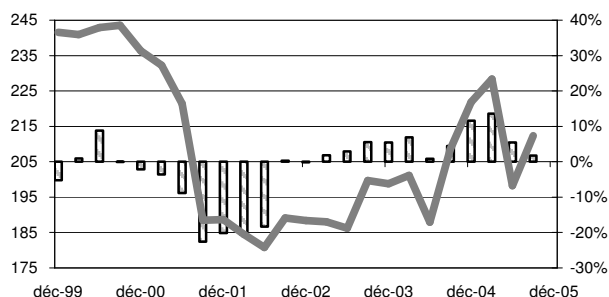
OPCVM titres en portefeuille titres



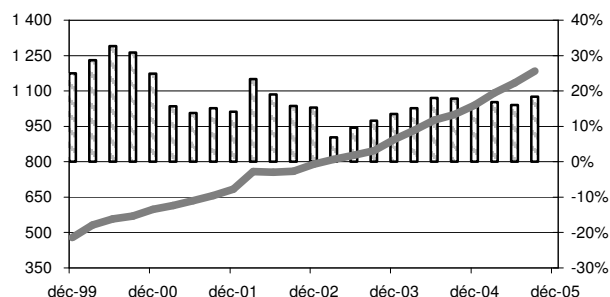
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres

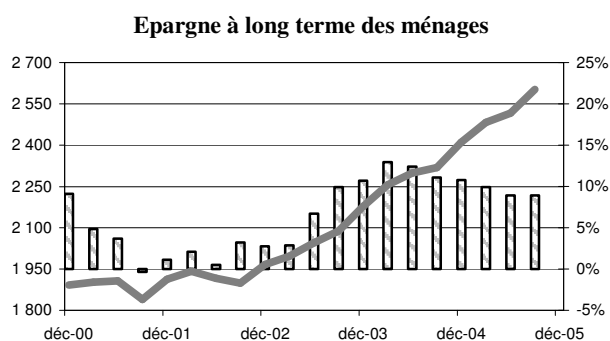
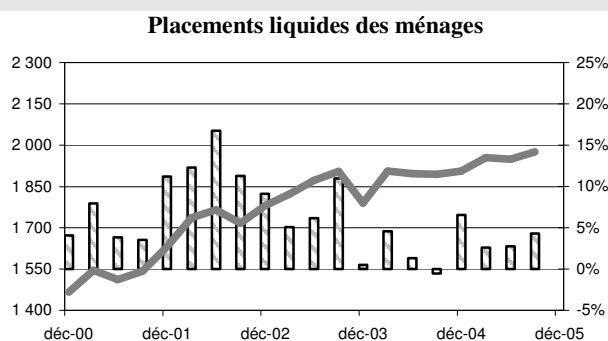
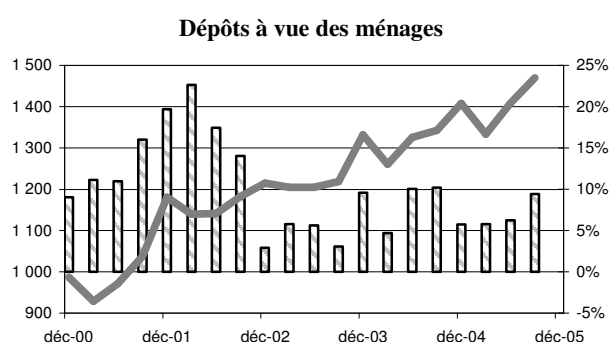
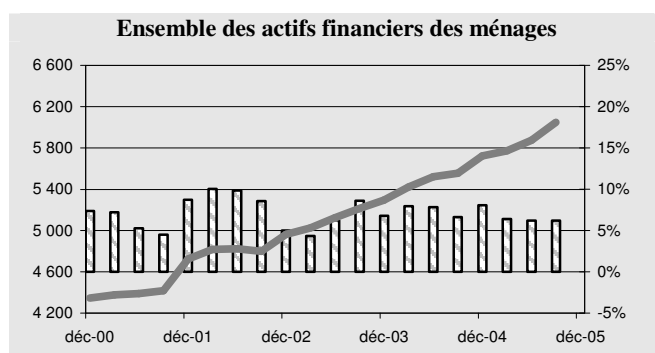


Assurance-vie



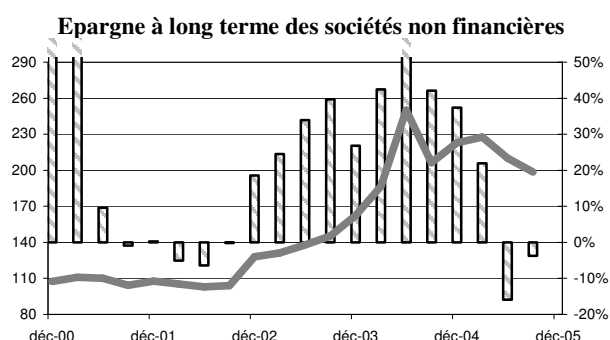
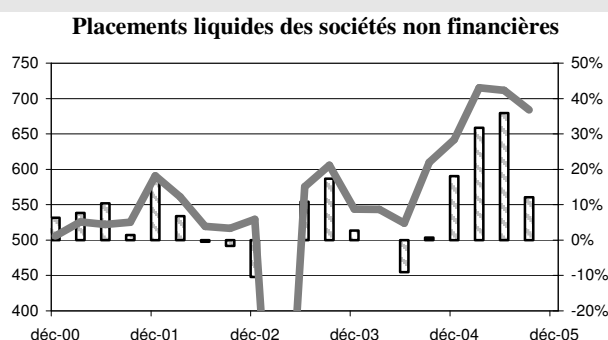
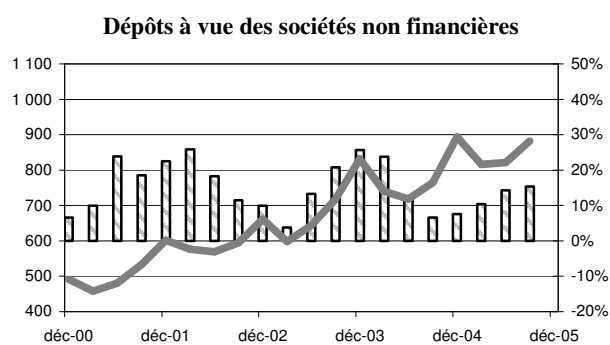
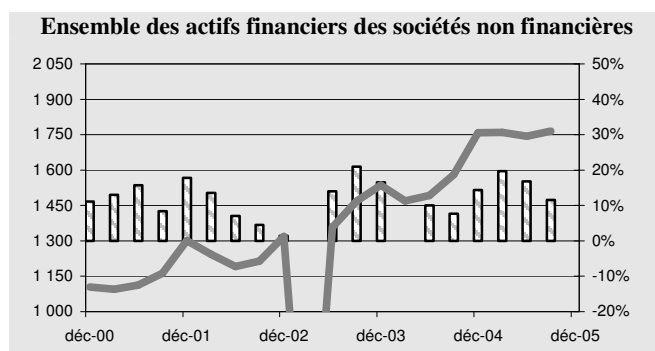
Les placements des ménages

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



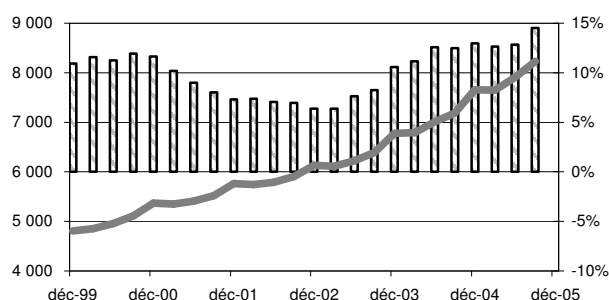
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

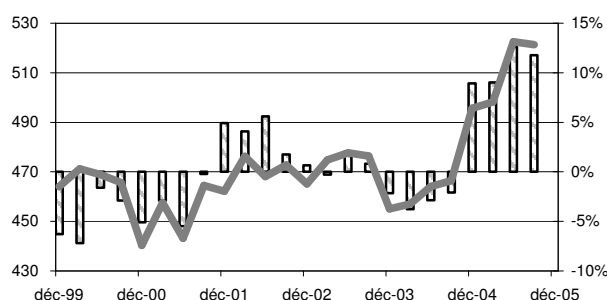
	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	732,281	781,274	756,304	777,557	780,958	841,173	743,366	817,062	830,285	6,3%	1,6%
Créances commerciales	136,592	138,099	124,880	130,891	139,894	152,743	130,159	143,025	116,670	-16,6%	-18,4%
Crédits de trésorerie	424,288	474,274	461,882	456,153	454,047	489,075	427,799	458,262	481,669	6,1%	5,1%
Comptes ordinaires débiteurs	118,693	107,093	118,306	134,237	128,552	132,247	121,792	148,673	160,462	24,8%	7,9%
Affacturation	52,708	61,808	51,236	56,276	58,465	67,108	63,616	67,102	71,484	22,3%	6,5%
Crédits d'investissement	1 610,611	1 680,801	1 668,207	1 720,864	1 766,482	1 951,456	1 973,064	2 015,322	2 147,202	21,6%	6,5%
Crédits à l'équipement	1 449,914	1 497,986	1 482,258	1 526,328	1 563,570	1 735,614	1 767,415	1 810,327	1 906,910	22,0%	5,3%
Crédit-bail	160,697	182,815	185,949	194,536	202,912	215,842	205,649	204,995	240,292	18,4%	17,2%
Crédits à l'habitat	262,379	285,425	296,605	310,378	330,251	362,806	374,276	400,186	434,583	31,6%	8,6%
Autres crédits	71,562	75,500	67,936	66,957	67,678	56,156	48,523	50,287	49,542	-26,8%	-1,5%
Encours sain	2 676,833	2 822,750	2 789,052	2 875,756	2 945,369	3 211,591	3 139,229	3 282,857	3 461,612	17,5%	5,4%
Créances douteuses brutes	309,938	290,175	276,266	290,283	306,851	302,273	308,647	336,136	337,895	10,1%	0,5%
Encours total	2 986,771	3 112,925	3 065,318	3 166,039	3 252,220	3 513,864	3 447,876	3 618,993	3 799,507	16,8%	5,0%
Taux de créances douteuses	10,4%	9,3%	9,0%	9,2%	9,4%	8,6%	9,0%	9,3%	8,9%	-0,5 pt	-0,4 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 171,738	1 252,104	1 259,983	1 302,273	1 307,482	1 334,059	1 347,530	1 380,963	1 396,623	6,8%	1,1%
Crédits de trésorerie	1 073,214	1 143,779	1 156,072	1 197,409	1 200,003	1 230,968	1 236,923	1 264,316	1 294,642	7,9%	2,4%
Comptes ordinaires débiteurs	48,701	54,453	47,897	46,591	46,962	44,712	51,255	57,931	43,308	-7,8%	-25,2%
Crédit-bail	49,823	53,872	56,014	58,273	60,517	58,379	59,352	58,716	58,673	-3,0%	-0,1%
Crédits à l'habitat	2 109,662	2 241,484	2 279,863	2 344,067	2 438,333	2 561,202	2 600,894	2 670,340	2 800,404	14,8%	4,9%
Autres crédits	22,820	23,686	22,701	26,574	23,848	38,294	25,535	28,982	27,342	14,7%	-5,7%
Encours sain	3 304,220	3 517,274	3 562,547	3 672,914	3 769,663	3 933,555	3 973,959	4 080,285	4 224,369	12,1%	3,5%
Créances douteuses brutes	163,281	164,153	180,298	173,691	159,413	193,425	189,624	186,400	183,337	15,0%	-1,6%
Encours total	3 467,501	3 681,427	3 742,844	3 846,605	3 929,076	4 126,980	4 163,583	4 266,685	4 407,706	12,2%	3,3%
Taux de créances douteuses	4,7%	4,5%	4,8%	4,5%	4,1%	4,7%	4,6%	4,4%	4,2%	0,1 pt	-0,2 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	16,596	8,403	11,730	14,559	10,131	8,523	11,953	9,049	6,719	-33,7%	-25,7%
Crédits de trésorerie	10,441	5,781	7,721	7,620	3,238	4,145	8,837	6,252	3,898	20,4%	-37,7%
Comptes ordinaires débiteurs	6,155	2,622	4,009	6,939	6,893	4,378	3,116	2,797	2,821	-59,1%	0,9%
Crédits à l'équipement	283,789	305,564	301,960	294,836	302,021	336,931	350,443	354,756	362,873	20,1%	2,3%
Autres crédits	1,554	6,423	1,865	1,770	1,745	1,597	1,576	1,451	1,515	-13,2%	4,4%
Encours sain	301,939	320,390	315,555	311,165	313,897	347,051	363,972	365,256	371,107	18,2%	1,6%
Créances douteuses brutes	2,864	0,003	0,058	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	-3,2%	8,8%
Encours total	304,803	320,393	315,613	311,168	313,900	347,054	363,975	365,259	371,110	18,2%	1,6%
Taux de créances douteuses	0,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0 pt	0,0 pt
Autres agents											
Encours sain	108,265	118,956	125,631	152,366	160,152	165,692	176,273	181,291	175,508	9,6%	-3,2%
Créances douteuses brutes	0,879	1,459	1,021	0,683	0,856	0,718	0,691	0,616	0,963	12,6%	56,3%
Encours total	109,144	120,415	126,652	153,049	161,008	166,410	176,964	181,907	176,471	9,6%	-3,0%
Taux de créances douteuses	0,8%	1,2%	0,8%	0,4%	0,5%	0,4%	0,4%	0,3%	0,5%	0,0 pt	0,2 pt
TOTAL											
Encours sain	6 391,257	6 779,370	6 792,785	7 012,201	7 189,081	7 657,889	7 653,433	7 909,689	8 232,596	14,5%	4,1%
Créances douteuses brutes	476,961	455,790	457,642	464,660	467,122	496,419	498,964	523,154	522,198	11,8%	-0,2%
Encours total	6 868,218	7 235,160	7 250,427	7 476,861	7 656,203	8 154,308	8 152,397	8 432,843	8 754,794	14,3%	3,8%
Taux de créances douteuses	6,9%	6,3%	6,3%	6,2%	6,1%	6,1%	6,1%	6,2%	6,0%	-0,1 pt	-0,2 pt
Taux de provisionnement	65,6%	65,3%	65,4%	64,3%	64,9%	61,2%	60,2%	60,6%	63,8%	-1,2 pt	3,2 pt

L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours des crédits sains des E.C. locaux

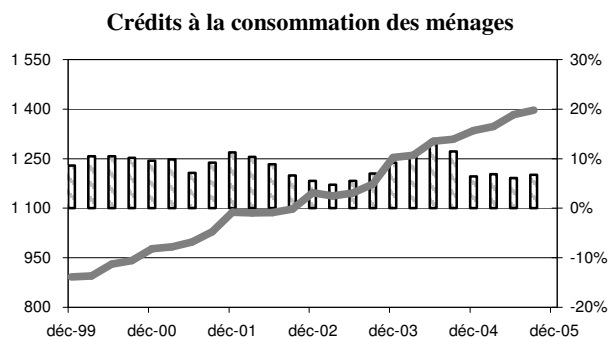
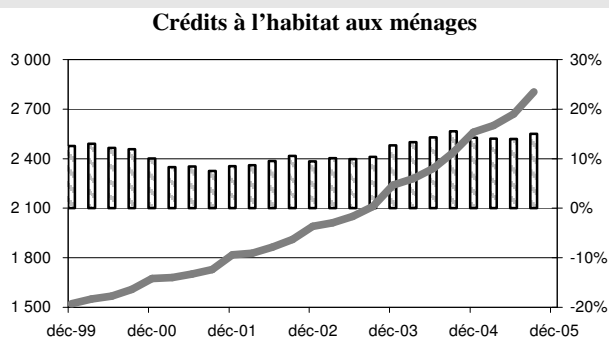
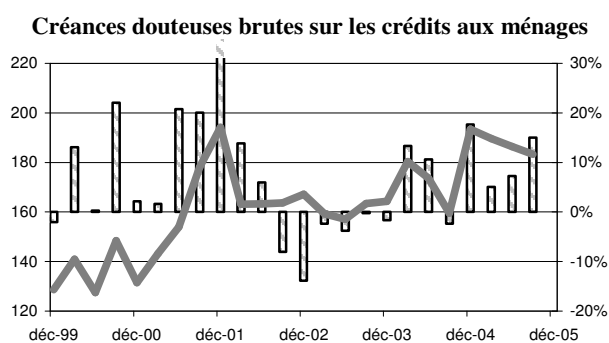
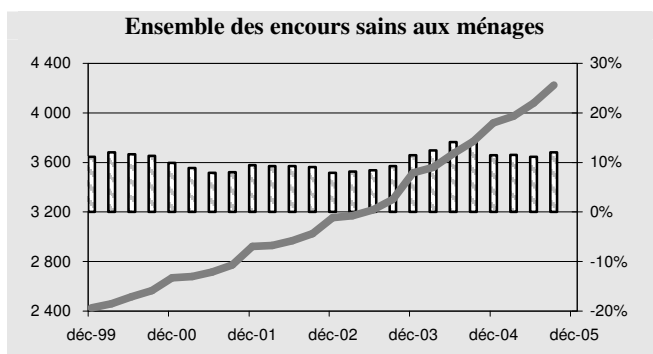


Encours des crédits douteux bruts des E.C. locaux

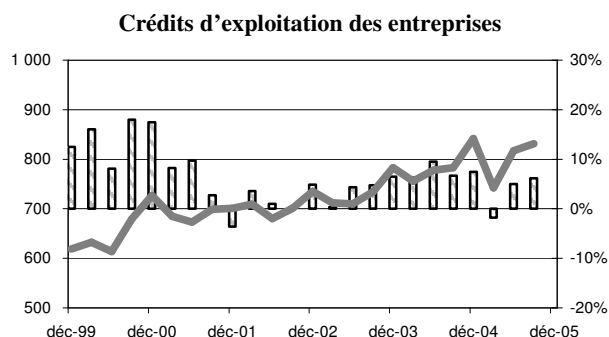
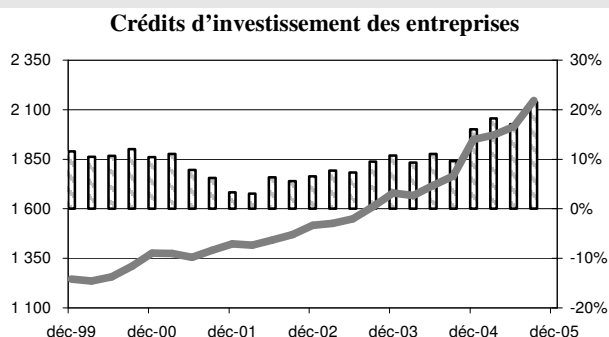
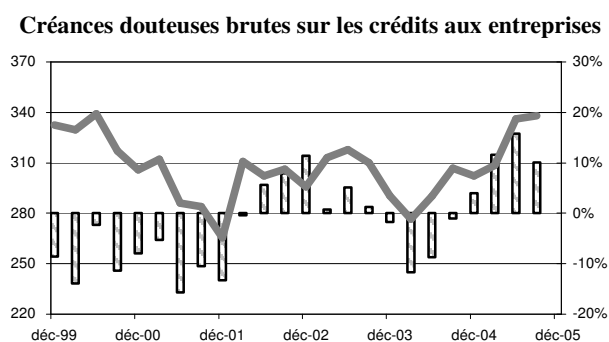
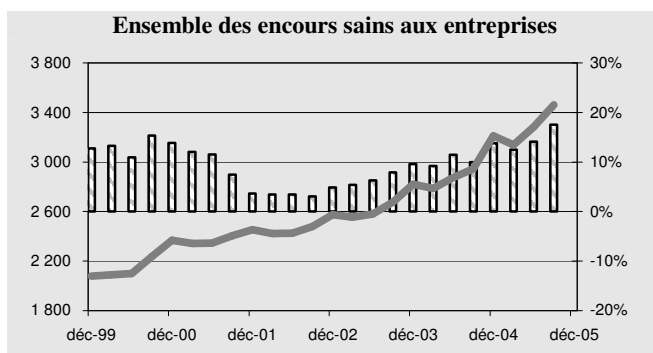


Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

L'endettement des ménages



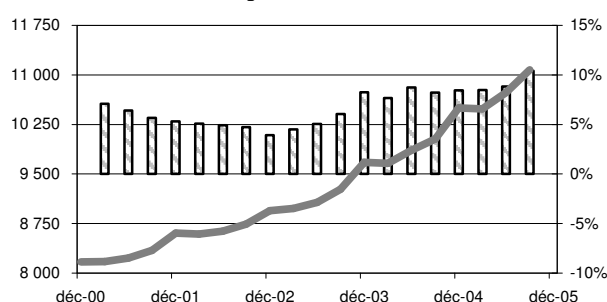
L'endettement des entreprises



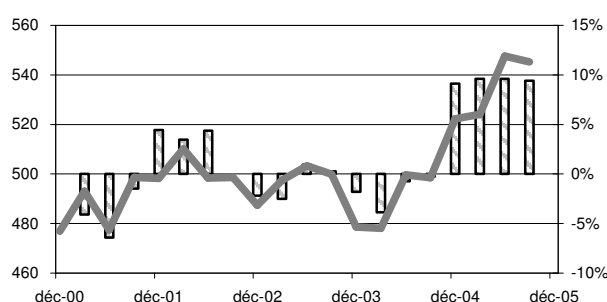
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	739,072	794,859	760,210	786,187	783,852	844,695	750,492	819,425	838,626	7,0%	2,3%
Créances commerciales	136,592	138,099	124,880	130,891	139,894	152,743	130,159	143,025	116,670	-16,6%	-18,4%
Crédits de trésorerie	431,079	487,859	465,788	464,783	456,941	492,597	434,925	460,625	490,010	7,2%	6,4%
Comptes ordinaires débiteurs	118,693	107,093	118,306	134,237	128,552	132,247	121,792	148,673	160,462	24,8%	7,9%
Affacturage	52,708	61,808	51,236	56,276	58,465	67,108	63,616	67,102	71,484	22,3%	6,5%
Crédits d'investissement	1 656,884	1 723,761	1 713,387	1 759,979	1 807,866	1 991,068	2 011,734	2 055,249	2 186,857	21,0%	6,4%
Crédits à l'équipement	1 496,187	1 540,946	1 527,438	1 565,443	1 604,954	1 775,226	1 806,085	1 850,254	1 946,565	21,3%	5,2%
Crédit-bail	160,697	182,815	185,949	194,536	202,912	215,842	205,649	204,995	240,292	18,4%	17,2%
Crédits à l'habitat	1 990,596	2 017,457	2 031,382	2 051,163	2 077,498	2 121,169	2 140,468	2 169,168	2 207,783	6,3%	1,8%
Autres crédits	72,528	76,182	68,834	67,835	68,536	56,993	49,340	51,094	50,316	-26,6%	-1,5%
Encours sain	4 459,080	4 612,259	4 573,813	4 665,164	4 737,752	5 013,925	4 952,034	5 094,936	5 283,582	11,5%	3,7%
Créances douteuses brutes	316,463	297,622	280,746	300,563	313,721	310,852	316,740	343,099	343,953	9,6%	0,2%
Encours total	4 775,543	4 909,881	4 854,559	4 965,727	5 051,473	5 324,777	5 268,774	5 438,035	5 627,535	11,4%	3,5%
Taux de créances douteuses	6,6%	6,1%	5,8%	6,1%	6,2%	5,8%	6,0%	6,3%	6,1%	-0,1 pt	-0,2 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 215,719	1 297,361	1 304,991	1 347,535	1 354,126	1 381,501	1 395,769	1 430,193	1 448,598	7,0%	1,3%
Crédits de trésorerie	1 117,195	1 189,036	1 201,080	1 242,671	1 246,647	1 278,410	1 285,162	1 313,546	1 346,617	8,0%	2,5%
Comptes ordinaires débiteurs	48,701	54,453	47,897	46,591	46,962	44,712	51,255	57,931	43,308	-7,8%	-25,2%
Crédit-bail	49,823	53,872	56,014	58,273	60,517	58,379	59,352	58,716	58,673	-3,0%	-0,1%
Crédits à l'habitat	2 384,283	2 523,412	2 565,285	2 632,312	2 728,098	2 789,294	2 828,983	2 903,812	3 037,545	11,3%	4,6%
Autres crédits	26,551	27,903	26,885	31,163	28,790	43,618	30,518	34,048	32,265	12,1%	-5,2%
Encours sain	3 626,553	3 848,676	3 897,161	4 011,010	4 111,014	4 214,413	4 255,270	4 368,053	4 518,408	9,9%	3,4%
Créances douteuses brutes	173,506	173,654	190,587	182,480	168,088	199,214	195,231	193,253	189,276	12,6%	-2,1%
Encours total	3 800,059	4 022,330	4 087,748	4 193,490	4 279,102	4 413,627	4 450,501	4 561,306	4 707,684	10,0%	3,2%
Taux de créances douteuses	4,6%	4,3%	4,7%	4,4%	3,9%	4,5%	4,4%	4,2%	4,0%	0,1 pt	-0,2 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	16,596	8,403	11,730	14,559	10,131	8,523	11,953	9,049	6,721	-33,7%	-25,7%
Crédits de trésorerie	10,441	5,781	7,721	7,620	3,238	4,145	8,837	6,252	3,900	20,4%	-37,6%
Comptes ordinaires débiteurs	6,155	2,622	4,009	6,939	6,893	4,378	3,116	2,797	2,821	-59,1%	0,9%
Crédits à l'équipement	935,298	965,894	941,795	904,604	903,855	987,057	981,083	950,734	971,599	7,5%	2,2%
Autres crédits	77,775	81,094	73,265	71,920	67,846	63,890	60,278	56,209	53,355	-21,4%	-5,1%
Encours sain	1 029,669	1 055,391	1 026,790	991,083	981,832	1 059,470	1 053,314	1 015,992	1 031,675	5,1%	1,5%
Créances douteuses brutes	8,975	5,862	5,762	15,845	15,785	11,511	11,479	10,613	11,141	-29,4%	5,0%
Encours total	1 038,644	1 061,253	1 032,552	1 006,928	997,617	1 070,981	1 064,793	1 026,605	1 042,816	4,5%	1,6%
Taux de créances douteuses	0,9%	0,6%	0,6%	1,6%	1,6%	1,1%	1,1%	1,0%	1,1%	-0,5 pt	0,0 pt
Autres agents											
Encours sain	154,247	165,343	168,776	196,088	202,237	212,821	226,405	252,786	244,290	20,8%	-3,4%
Créances douteuses brutes	0,879	1,459	1,021	0,683	0,856	0,718	0,691	0,616	0,963	12,6%	56,3%
Encours total	155,126	166,802	169,797	196,771	203,093	213,539	227,096	253,402	245,253	20,8%	-3,2%
Taux de créances douteuses	0,6%	0,9%	0,6%	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,2%	0,4%	0,0 pt	0,1 pt
TOTAL											
Encours sain	9 269,549	9 681,669	9 666,540	9 863,345	10 032,835	10 500,629	10 487,023	10 731,767	11 077,955	10,4%	3,2%
Créances douteuses brutes	499,823	478,597	478,116	499,572	498,450	522,295	524,141	547,581	545,333	9,4%	-0,4%
Encours total	9 769,372	10 160,266	10 144,656	10 362,917	10 531,285	11 022,924	11 011,164	11 279,348	11 623,288	10,4%	3,0%
Taux de créances douteuses	5,1%	4,7%	4,7%	4,8%	4,7%	4,7%	4,8%	4,9%	4,7%	0,0 pt	-0,2 pt
Taux de provisionnement	63,1%	62,5%	63,0%	60,1%	61,2%	58,5%	57,7%	58,2%	61,6%	0,5 pt	3,4 pt

Encours des crédits sains
distribués par l'ensemble des E.C.



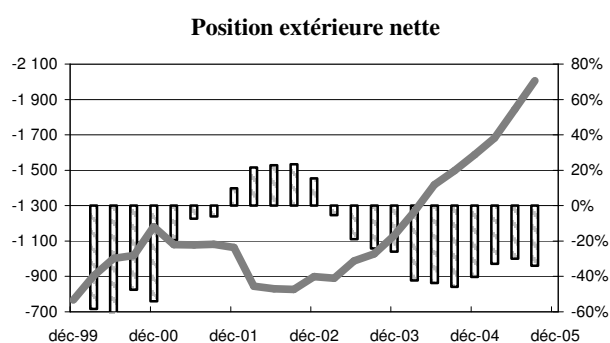
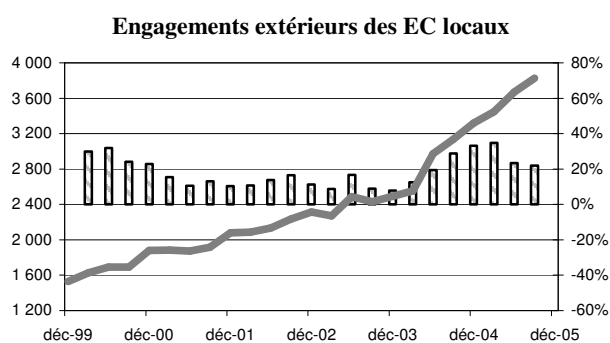
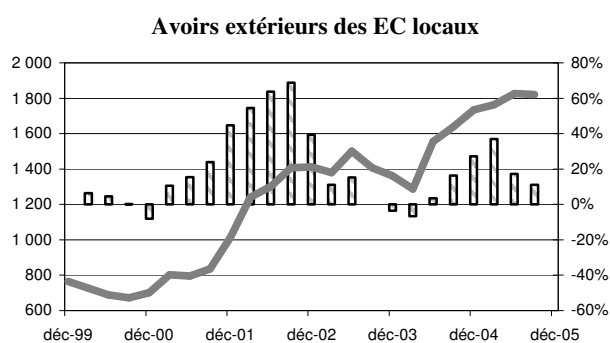
Encours des crédits douteux bruts
de l'ensemble des E.C.



5. La position extérieure nette du système bancaire local

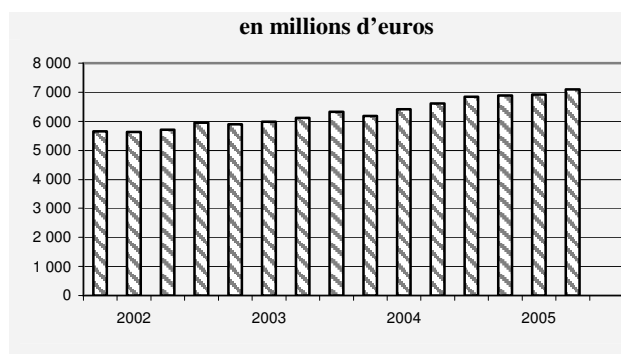
	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	1 an	1 trim
Avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux (A)	1 418,812	1 361,634	1 288,300	1 555,153	1 638,004	1 733,917	1 764,155	1 825,762	1 820,611	11,1%	-0,3%
Engagements extérieurs des établissements de crédit locaux (B)	2 433,903	2 494,470	2 555,183	2 974,271	3 136,647	3 322,893	3 447,227	3 670,385	3 827,491	22,0%	4,3%
Position extérieure nette du système bancaire local (A)-(B)	-1 015,091	-1 132,836	-1 266,883	-1 419,118	-1 498,643	-1 588,976	-1 683,072	-1 844,623	-2 006,880	-33,9%	-8,8%

Position extérieure nette

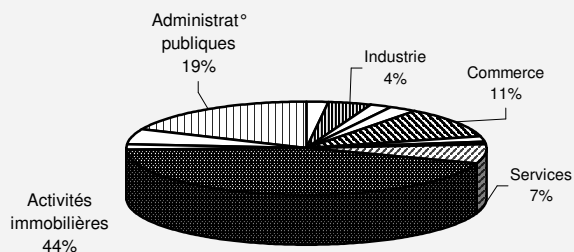


6. Risques sectoriels

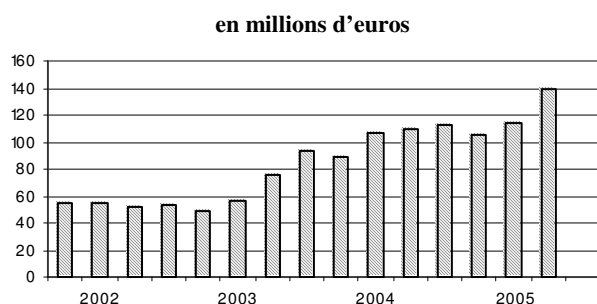
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



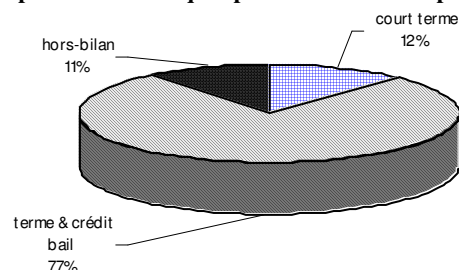
Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2005



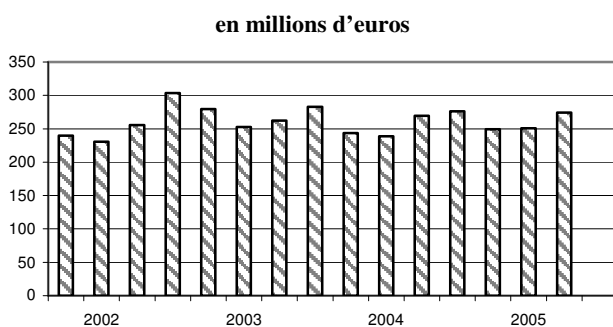
Risques bancaires sur le secteur primaire



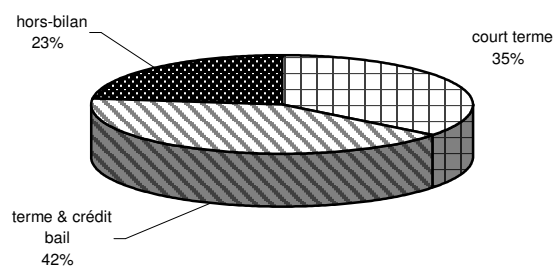
Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2005



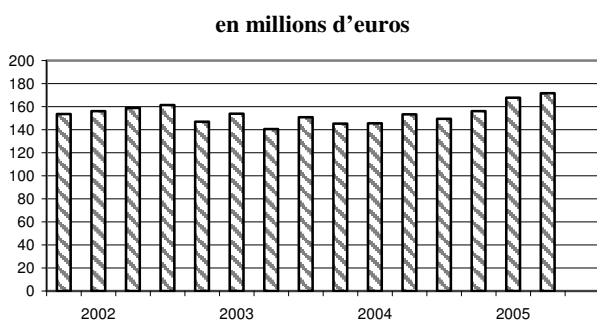
Risques bancaires sur le secteur de l'industrie



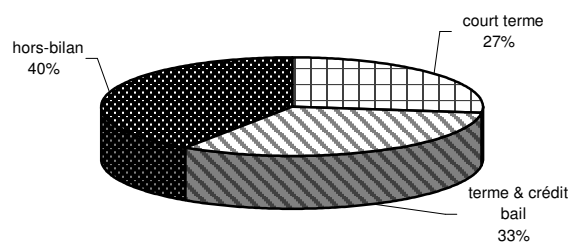
Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2005



Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics



Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2005



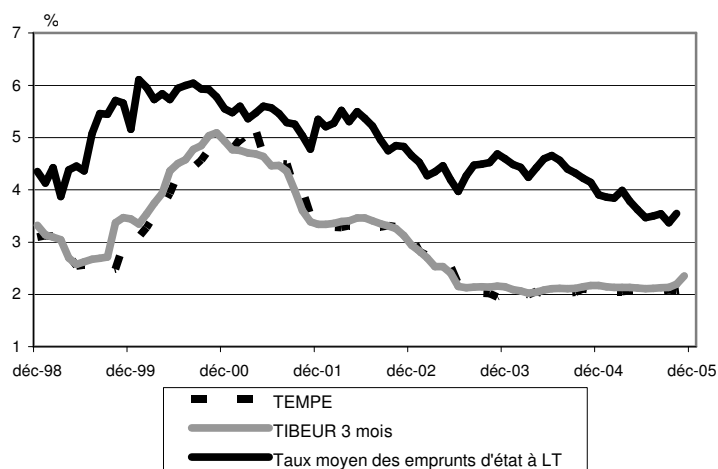
7. Rappel des taux

7.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (06/12/05)	2,25%
Taux de la facilité de dépôt (06/12/05)	1,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (06/12/05)	3,25%

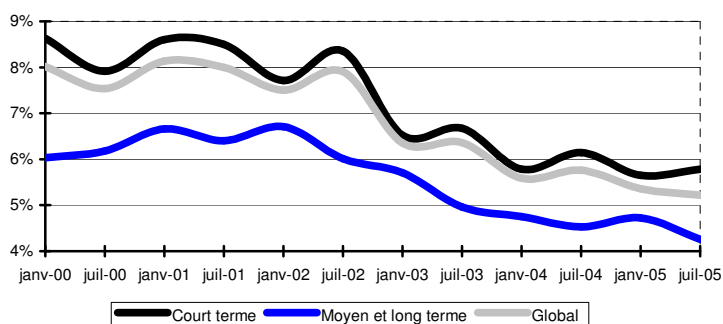
TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 05)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,00%	2,00%	3,00%
PEL *	CEL *	
2,50%	1,25%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2004 (JO du 15/02/04)	2,27%	
ANNEE 2005 (JO du 17/02/05)	2,05%	

7.2 Principaux taux de marché



7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	juil-04	janv-05	juil-05
Court terme	6,15%	5,65%	5,78%
. Escompte	5,30%	5,98%	5,93%
. Découvert	7,03%	5,52%	6,70%
. Autres CT	5,02%	5,49%	4,38%
Moyen et long terme	4,53%	4,72%	4,26%
Taux moyen pondéré global	5,76%	5,36%	5,22%



7.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		avr-04	juil-04	oct-04	janv-05	avr-05	juil-05	oct-05
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	6,77%	6,67%	6,56%	6,63%	6,29%	6,03%	5,87%
	- Prêts à taux variable	6,11%	5,88%	5,85%	5,84%	5,69%	5,53%	5,48%
	- Prêts relais	7,04%	6,72%	6,68%	6,56%	6,20%	5,92%	5,72%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	20,85%	20,73%	20,13%	19,45%	19,60%	19,87%	19,76%
Prof.	- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	9,60%	9,07%	9,12%	8,85%	8,87%	8,29%	8,33%
	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	16,52%	16,64%	16,21%	16,33%	16,53%	16,77%	17,44%
	- Découverts en compte (**)	11,05%	10,73%	11,27%	11,71%	11,55%	11,72%	11,55%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

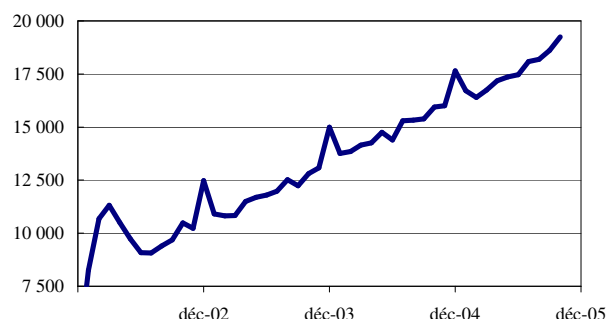
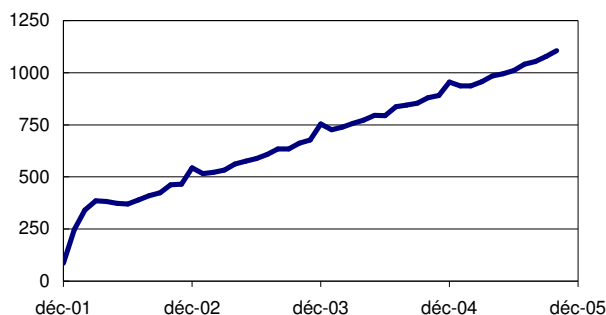
8. Monnaie fiduciaire

8.1 Emission mensuelle de billets euros

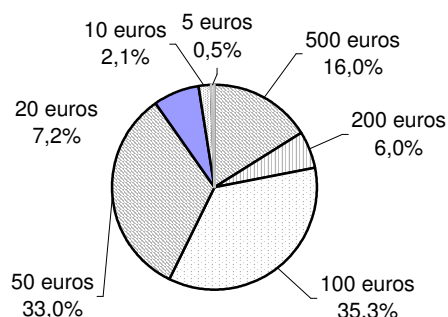
Emissions nettes cumulées de billets (à fin octobre 2005)

en valeur (en millions d'euros)

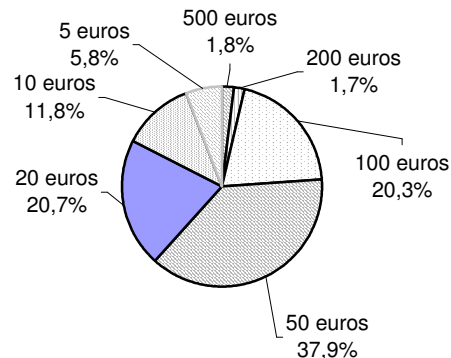
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur au 31 octobre 2005



Répartition par quantité au 31 octobre 2005

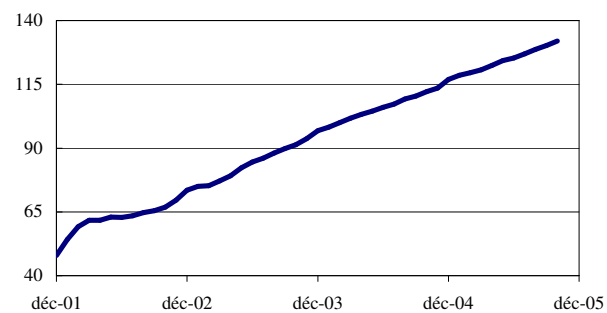
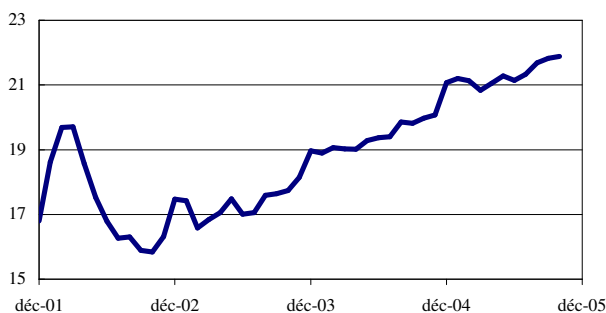


8.2 Emission mensuelle de pièces euros

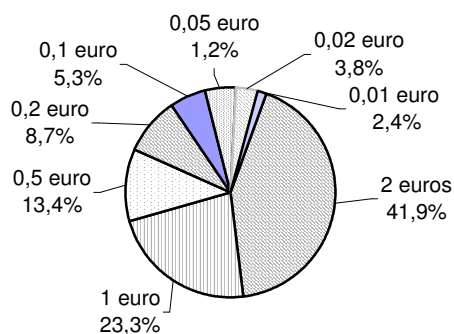
Emissions nettes cumulées de pièces (à fin octobre 2005)

en valeur (en millions d'euros)

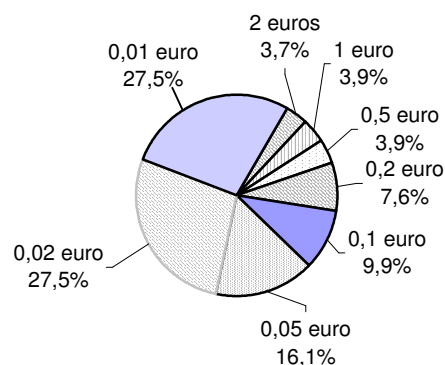
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur au 31 octobre 2005



Répartition par quantité au 31 octobre 2005



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : F. DALLIER

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 16 décembre 2005

Dépôt légal – Décembre 2005